

Le PAM et le Rwanda accusés de chercher à « empoisonner » les Burundais

Le Monde, 26.04.2017 Le Burundi refuse un convoi d'aide en provenance du Rwanda Le Programme alimentaire mondial estime que 3 millions de Burundais ont besoin d'un secours d'urgence alors que le pays traverse une grave crise politique depuis deux ans. Les autorités burundaises ont refusé l'entrée sur leur territoire d'un convoi d'aide en provenance du Rwanda, pays qu'elles accusent d'attiser la crise politique au Burundi, a-t-on appris mardi 25 avril auprès de l'ONU et de la police.

Le convoi de dix camions transportant 300 tonnes de nourriture est arrivé vendredi à la frontière entre le Rwanda et le Burundi. « Les formalités douanières ont été faites mais la police n'a pas laissé passer le convoi », a expliqué la directrice adjointe du Programme alimentaire mondial (PAM) au Burundi, Nicole Jacquet, lors d'une conférence de presse à Bujumbura. Cette aide était destinée à 100 000 personnes, des réfugiés congolais installés au Burundi mais aussi des Burundais. Quelque 3 millions de Burundais ont besoin d'une aide alimentaire en raison de la grave crise politique qui secoue le pays depuis deux ans et d'une baisse des récoltes. Cette aide alimentaire avait été achetée par la centrale d'achat du PAM du Rwanda dans ce pays pour minimiser les coûts. La police et le ministre de l'Intérieur burundais ont fait savoir au PAM qu'il y avait « un problème de sécurité » et, a ajouté Mme Jacquet, « les camions sont repartis mardi matin sur Kigali ». « Informations mensongères » Le porte-parole de la police burundaise, Pierre Nkurikiye, a justifié cette décision par le fait que, depuis 2015, « des criminels ont commencé à approuver (alors qu'ils) du Rwanda pour tuer des leaders ici ou commettre d'autres crimes ». « Depuis 2015, il y a eu une insécurité dans ce pays en provenance du Rwanda. Maintenant, le mal sécuritaire vient de là-bas et donc, si aujourd'hui il y a des objets ou des personnes qui proviennent de cet endroit-là, on doit prendre des mesures », a-t-il expliqué. De nombreux messages de proches du pouvoir ont accusé ces derniers jours le PAM et le Rwanda de chercher à « empoisonner » les Burundais. « Ce sont des informations mensongères. Le PAM est toujours auprès du Burundi pour soutenir la population en insécurité alimentaire », a assuré Mme Jacquet. Le Burundi accuse depuis le début de la crise le Rwanda d'être l'instigateur et d'avoir créé des groupes rebelles opposants burundais, ce que Kigali a toujours nié. Les relations entre les deux pays sont très tendues, alors que de nombreux incidents ont été signalés à la frontière commune. Le 25 avril 2015, l'annonce de la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé avait déclenché un vaste mouvement de contestation populaire, suivi rapidement d'un primat, et plongé le pays dans la crise. En deux ans, violences, exécutions extrajudiciaires, assassinats politiques et disparitions forcées ont fait entre 500 morts, selon l'ONU, 2 000 selon les ONG, et poussé 400 000 Burundais à l'exil. RFI, 26-04-2017 Burundi : le convoi du PAM bloqué à la frontière et refoulé au Rwanda Mardi 25 avril, un convoi d'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial (PAM) a été refoulé vers le Rwanda. Dix camions transportant 300 tonnes de nourriture arrivés à la frontière rwando-burundaise vendredi n'ont donc pas pu entrer sur le territoire burundais. Selon le porte-parole de la police burundaise, Pierre Nkurikiye, le Burundi connaît une insécurité en provenance du Rwanda depuis deux ans et s'il y a des objets ou des personnes qui proviennent de ce pays « des mesures doivent être prises ». Les 300 tonnes de haricots sont reparties vers la centrale d'achat de Kigali ce mardi « pour des raisons de sécurité », selon la police. Son porte-parole Pierre Nkurikiye ne précise pas la nature du danger : « Il y a une insécurité qui a été perçue dans notre pays en provenance d'origine rwandaise. Maintenant tout le monde sait que le mal sécuritaire vient de là-bas. Si aujourd'hui il y a des objets et des personnes qui proviennent de cet endroit, on doit prendre toutes les mesures. Tous les pays ont le droit de protéger leur territoire contre toute source de criminalité extérieure ». Le PAM chiffre ses pertes à 35 000 dollars et beaucoup plus si les autorités ne rouvrent pas la frontière, alerte Nicole Jacquet, la directrice adjointe du Programme alimentaire mondial. Elle est très inquiète : « Si le problème du corridor nord devait persister, c'est assez grave parce que cela veut dire que tous les convois devront passer par la frontière de Kobero. Pour des vivres qui viennent du Kenya ou de l'Ouganda, ça représente vraiment un très grand détour avec beaucoup de frais de transport supplémentaires pour le PAM ». La nourriture était destinée à 112 000 personnes, des réfugiés congolais, mais aussi des Burundais. Un quart de la population a actuellement besoin d'une aide alimentaire d'urgence, selon l'ONU. Le Burundi est actuellement en proie à une période de soudure particulièrement difficile, due à de mauvaises récoltes. Le PAM essaie de son côté de débloquer cette situation auprès des autorités burundaises. En attendant, la fermeture de cet accès par le Rwanda pose de gros problèmes logistiques à l'agence onusienne comme l'a expliqué RFI Nicole Jacquet, la directrice adjointe du Programme alimentaire mondial.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});